

Montréal, le 12 novembre 2025**Objet : Lettre ouverte à M. François Legault, premier ministre du Québec****Le bois, notre âme, notre avenir**

Monsieur le Premier Ministre,

Vos récentes déclarations sur la situation du secteur forestier ont résonné dans tout le Québec comme un coup de hache porté à la racine même de notre identité. En évoquant, presque avec résignation, la « possibilité » que 30 000 emplois soient perdus dans cette industrie — et en invitant les travailleurs à se tourner vers le secteur minier, les minéraux critiques et Hydro-Québec— vous avez laissé entendre que la forêt pouvait être sacrifiée au profit d'autres priorités économiques.

Cette façon d'aborder la crise du bois d'œuvre n'est pas simplement une erreur politique. C'est une erreur de vision. Car le bois, Monsieur le Premier Ministre, ce n'est pas une industrie comme une autre : c'est le cœur battant de notre histoire, de nos régions, de notre culture et de notre avenir.

Un héritage millénaire, une ressource identitaire

Bien avant que Champlain fonde Québec, les Premières Nations savaient tirer du bois tout ce qu'il pouvait offrir : abris, canots, outils, feu, chaleur, et symboles spirituels. La forêt était alors — et demeure encore — le lien vivant entre la nature et l'humain. Depuis la Nouvelle-France, le bois a façonné nos maisons, nos villages et nos rêves.

Dire aujourd'hui à un travailleur forestier qu'il pourrait se « requalifier » dans un autre secteur, c'est ignorer que la forêt n'est pas un simple gagne-pain. Elle est une vocation, une fierté, une appartenance à un territoire. Vous ne diriez pas à un pêcheur de Gaspé d'abandonner la mer, ni à un artisan de Saint-Tite de troquer son cuir contre du béton. Pourquoi donc dire à nos scieurs, nos draveurs modernes, nos ingénieurs forestiers, que leur savoir-faire n'a plus d'avenir ?

Un secteur pilier, pas une variable d'ajustement

Le Conseil de l'industrie forestière du Québec (CIFQ) l'a bien exprimé : notre filière ne baisse pas les bras.

Président du conseil

Me Olivier Lessard
LJT Avocats

Vice-présidente

Patricia M. Lachance
Acceo Solutions

Trésorier

Samuel Nadeau, CPA
Couture
TIMBER MART

Secrétaire

Stéphanie Descombes
RONA Deslongchamps

Isabelle Cormier

J. Albert Cormier et fils
BMR

Charles Brisebois

Goodfellow

David Forgues

Banque Nationale

Diego Mazzone

JRTech Solutions

Anick Rousseau

Rénomax

Home Hardware

Guillaume Villemure

Soleno

Malgré les tempêtes économiques et les surtaxes américaines de 45 %, les entreprises continuent d'investir, d'innover, de moderniser leurs équipements, de miser sur la transformation locale.

Ces femmes et ces hommes ne demandent pas la charité. Ils demandent la reconnaissance et un appui stratégique. Parce que le jour où les scieries s'éteignent, ce ne sont pas seulement des emplois qui disparaissent : ce sont des communautés entières — de Chibougamau à Amqui, de Maniwaki à Saint-Félicien — qui peuvent disparaître avec elles.

En tant que président de l'AQMAT, je le constate chaque jour : chaque planche, chaque panneau, chaque poutre qui arrive dans nos centres de rénovation porte en elle la trace d'un ouvrier québécois, d'un arbre abattu avec respect, d'un savoir transmis de génération en génération. Si ce maillon rompt, c'est toute la chaîne de valeur — de la forêt à la quincaillerie — qui s'effondre.

Les conséquences d'un désengagement politique

On comprend qu'un gouvernement veuille diversifier l'économie, mais cela ne doit pas se faire en sacrifiant une industrie qui emploie encore 60 000 personnes et qui génère des milliards en retombées locales. Les conséquences d'un tel désengagement seraient profondes et durables.

- **Les coûts de construction augmenteront**, car nos centres de rénovation devront importer davantage de matériaux étrangers soumis aux fluctuations des marchés mondiaux.
- **L'autonomie du Québec sera affaiblie**, car nous perdrons le contrôle sur une ressource renouvelable, durable et locale.
- **La cohérence environnementale sera compromise**, puisque le bois est l'un des matériaux les plus verts qui soient — capable de remplacer le plastique, l'acier et le béton dans la transition écologique.

Pendant que d'autres pays investissent massivement dans la construction bois et la séquestration du carbone forestier, le Québec semble prêt à tourner le dos à son propre or vert.

Une industrie en mode solution

Le CIFQ, les associations régionales et les manufacturiers ont tendu la main aux gouvernements : une compensation temporaire équivalente à 50 % des droits compensateurs américains. Cette mesure, comme l'a rappelé le chef du Bloc québécois, ne coûterait rien au trésor public à long terme : elle consiste simplement à racheter aujourd'hui une partie des montants qui seront restitués demain lors du règlement du conflit commercial. Ce n'est pas une subvention, c'est un investissement stratégique pour préserver nos capacités de production.

En parallèle, les entrepreneurs forestiers redoublent d'efforts pour transformer localement, innover dans les produits dérivés, développer des matériaux d'avenir à base de fibres naturelles et promouvoir la certification environnementale. Le Québec a tout pour devenir un modèle mondial du bois durable — à condition que son gouvernement le veuille vraiment.

Ce que votre gouvernement devrait faire

1. **Reconnaître le caractère stratégique du bois**, au même titre que les minéraux critiques ou l'énergie. Sans bois, pas de construction abordable, pas d'économie régionale vivante, pas de transition écologique crédible.
2. **Instaurer un fonds d'urgence temporaire**, cofinancé par Québec et Ottawa, pour soutenir les entreprises frappées par les surtaxes américaines et leur donner l'oxygène nécessaire pour traverser la crise.
3. **Mettre en place une politique d'achat local du bois**, favorisant la construction publique en bois québécois et l'utilisation de matériaux certifiés « Bien fait ici ».
4. **Appuyer la formation et la relève forestière**, non pas pour « requalifier » nos travailleurs ailleurs, mais pour valoriser leurs compétences et attirer une nouvelle génération fière de travailler dans la forêt.
5. **Créer un dialogue permanent avec l'industrie**, en réunissant autour d'une même table les producteurs, les distributeurs, les transformateurs, les communautés autochtones et les acteurs du commerce de détail.

Pour nos régions, pour notre fierté

Monsieur le Premier Ministre, la richesse, ce n'est pas seulement le PIB : c'est la vitalité de nos régions, la dignité de nos travailleurs, la beauté de nos forêts.

En 2025, à l'heure où le monde cherche des modèles de durabilité, le Québec pourrait devenir un champion du bois responsable. Nous avons la ressource, les talents, les technologies. Ce qu'il nous manque, c'est une volonté politique ferme, un geste de foi envers ceux qui, depuis des siècles, entretiennent notre lien avec la terre et les arbres.

Avec tout le respect dû à votre fonction, mais avec la conviction tranquille de ceux qui ne veulent pas voir mourir un pan de notre âme collective,



Richard Darveau
Président
514-984-2183